

RAPPORT FINANCIER 2003

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 77050

Code :
01

Nom officiel : Morin-Heights

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers (s'il y a lieu)	6.1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
Activités financières	9
Activités d'investissement	10
Coût des services municipaux	11
Surplus (déficit) accumulé	12
Réserves financières et fonds réservés	13
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
Évolution de la situation financière	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Tableaux complémentaires	
Tableau 1 - Dépenses par objets	17
Tableau 2 - Dette à long terme	18
Tableau 3 - Financement des projets en cours	20
Tableau 4 - Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	20
Tableau 5 - Endettement total net à long terme	21
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	23
Paiements tenant lieu de taxes	24
Autres revenus de sources locales	25
Transferts	27
Analyse de la rémunération	28
Analyse des dépenses de fonctionnement	29
Analyse du coût des services municipaux	31
Analyse par fonctions de la répartition des dépenses des organismes municipaux	33
Analyse des activités financières d'électricité	34
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	35
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	35

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation - autres données	37
Taux des taxes	38
Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation	39
Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (s'il y a lieu)	39.1
Calcul du taux global de taxation	40
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	43
Fonds de roulement - capital autorisé	43
Analyse des taxes à recevoir	44
Analyse du service de la dette	44
Analyse des projets en cours	45
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	47
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	48
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	49
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	50
Questionnaire	51
Autres données	54
Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier	55

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Michel Plante

CONSEILLERS Claude P. Lemire
Timothy Watchorn
Rita O'Donoghue

Ernest Woods
Mona Wood
J. Owen LeGallee

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Yves Desmarais

GREFFIER

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Yves Desmarais

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Yves Desmarais, atteste que le rapport financier de
Morin-Heights pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2003,
(Nom de l'organisme)
a été préparé conformément à la Loi qui régit cet organisme.

Date 2004-04-15 Signature _____

Téléphone (450) 226-3232 104 Télécopieur (450) 226-8786
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2004-04-02 08:36:34

Dernière modification : 2004-04-02 08:36:34

Réservé au ministère

353 272	2 813 508	1,1024	264 868
---------	-----------	--------	---------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

J'ai vérifié le bilan de la municipalité de Morin-Heights au 31 décembre 2003 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2003, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE RICHARD DESLAURIERS C.A.

LIEU ST-SAUVEUR

DATE 2004-02-19

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2004-04-02 08:36:34

Dernière modification : 2004-04-02 08:36:34

Réservé au ministère

353 272	2 813 508	1,1024	264 868
---------	-----------	--------	---------

ÉTATS FINANCIERS

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2003

	2003	2002
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Encaisse et placements affectés (note 4)	3	76 685
Débiteurs (note 5)	4	585 340
Stocks (note 6)	5	32 073
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	29 300
Autres actifs (note 7)	7	145 463
	8	868 861
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9	39 982
Créances à long terme (note 9)	10	69 400
Placements à long terme (note 10)	11	
Immobilisations (note 11)	12	5 050 645
	13	6 028 888
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	14	347 009
Emprunts temporaires	15	134 000
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	301 825
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17	
Revenus reportés (note 14)	18	24 673
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	209 843
	20	1 017 350
Subventions reportées (note 11)	21	685 272
Dette à long terme (note 15)	22	1 800 306
	23	3 502 928
Avoir des contribuables		
Surplus (déficit) accumulé	24	264 868
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25	(24 492)
Réserves financières et fonds réservés	26	(208 318)
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	2 493 902
	28	2 525 960
	29	6 028 888
Engagement contractuel (note 20)		
Éventualités (note 24)		

ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

		2003		2002
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Taxes	1	2 797 778	2 833 526	2 322 042
Paiements tenant lieu de taxes	2	8 218	18 684	11 602
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres revenus de sources locales	5	432 625	597 525	595 488
Transferts	6	83 918	309 840	98 502
	7	3 322 539	3 759 575	3 027 634
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	8	561 926	433 218	449 797
Sécurité publique	9	582 285	588 225	656 724
Transport	10	740 441	837 810	659 399
Hygiène du milieu	11	319 584	321 865	280 617
Santé et bien-être	12			
Aménagement, urbanisme et développement	13	207 734	179 535	189 268
Loisirs et culture	14	320 970	333 574	363 163
Électricité	15			
Frais de financement	16	166 403	128 027	130 156
	17	2 899 343	2 822 254	2 729 124
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme	18	181 688	190 485	166 688
Transfert à l'état des activités d'investissement	19	100 000	377 418	205 688
	20	3 181 031	3 390 157	3 101 500
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations				
	21	141 508	369 418	(73 866)
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	22	(150 741)		
Surplus accumulé affecté	23			
Réserves financières et fonds réservés				
Virement de	24	9 233	9 236	
(Virement à)	25	()	(25 382)	(28 055)
	26	(141 508)	(16 146)	(28 055)
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières				
	27		353 272	(101 921)
Financement à long terme des activités financières (note 17)	28			
Surplus (déficit) de l'exercice				
	29		353 272	(101 921)

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement			
Transfert des activités financières			
Taxes générales spéciales			
Immobilisations et autres investissements	1	100 000	
Taxes de secteur			
Immobilisations et autres investissements	2		
Contributions des promoteurs	3		
Répartitions aux municipalités membres			
Ensemble des municipalités	4		
Certaines municipalités	5		
Transferts conditionnels	6	264 788	
Autres	7	112 630	205 688
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	8		
Surplus accumulé affecté	9		
Fonds réservés	10	72 000	
Emprunts à long terme émis	11	227 273	57 540
	12	100 000	263 228
Dépenses d'investissement			
Administration générale	13	5 340	49 973
Sécurité publique	14	72 226	6 850
Transport	15	100 000	205 918
Hygiène du milieu	16	90 697	289 545
Santé et bien-être	17		
Aménagement, urbanisme et développement	18	161 509	
Loisirs et culture	19	14 561	
Électricité	20		
	21	100 000	552 286
Surplus (déficit) de l'exercice	22	79 634	(289 058)

**COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises) -	Services rendus ¹	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises) -						
Administration générale	1	433 218 ¹¹		16 621 ²⁰		46 113 ²⁹		4 671 ³⁸		47	816 ⁵⁶	65	490 465
Sécurité publique	2	588 225 ¹²		7 734 ²¹			30		39	48	9 648 ⁵⁷	66	586 311
Transport	3	837 810 ¹³		61 114 ²²		115 973 ³¹			40	49	12 561 ⁵⁸	67	1 002 336
Hygiène du milieu	4	321 865 ¹⁴		16 236 ²³		14 111 ³²		3 999 ⁴¹		50		59	348 213
Santé et bien-être	5		15		24		33		42	51		60	
Aménagement, urbanisme et développement	6	179 535 ¹⁶		1 406 ²⁵			34		43	52		61	180 941
Loisirs et culture	7	333 574 ¹⁷		24 916 ²⁶			35	5 291 ⁴⁴	39 770 ⁵³		145 409 ⁶²	71	168 020
Électricité	8		18		27		36		45	54		63	
Frais de financement	9	128 027 ¹⁹(		128 027)									
	10	2 822 254			28	176 197 ³⁷		13 961 ⁴⁶	39 770 ⁵⁵		168 434 ⁶⁴	73	2 776 286

1. Comprend les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette (à l'exception du remboursement de la dette à long terme) recouvré des organismes municipaux doit être réparti par fonctions et par activités.

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Virement de		Virement à		Solde
NON AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier				1	(88 404)
Redressement aux exercices antérieurs				2	
Solde redressé				3	(88 404)
Affectation - activités financières			4	5	
Affectation - activités d'investissement			6	7	
Affectation - surplus accumulé affecté	8		9	10	(92 150)
Affectation - réserves financières	11		12	13	
Affectation - fonds réservés	14		15	16	
Surplus (déficit) de l'exercice	17	353 272		18	353 272
Autres (préciser)					
-	19		20	21	
-	22		23	24	
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	25	353 272	26	27	172 718
AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier				28	
Redressement aux exercices antérieurs				29	
Solde redressé				30	
Affectation - activités financières	31		32	33	
Affectation - activités d'investissement			34	35	
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	92 150	37	38	92 150
Affectation - réserves financières	39		40	41	
Affectation - fonds réservés	42		43	44	
Autres (préciser)					
-	45		46	47	
-	48		49	50	
AFFECTÉ - solde au 31 décembre (note 16)	51	92 150	52	53	92 150
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	54	445 422	55	56	264 868

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre						
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à							
RÉSERVES FINANCIÈRES													
-	1	2	3	4	5	6	7						
-	8	9	10	11	12	13	14						
-	15	16	17	18	19	20	21						
-	22	23	24	25	26	27	28						
	29	30	31	32	33	34	35						
FONDS RÉSERVÉS													
Fonds de roulement (note 19)	36	37	38	39	40	41	42						
Parcs et terrains de jeux	43	47 521	44	45	25 382	46	47	48	72 000	49	903		
Société québécoise d'assainissement des eaux	50	51	52	53	54	55	56						
Financement des projets en cours (tableau 3)	57	(290 233)	58	59	60	61	79 634	62	4 705	63	(215 304)		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (tableau 4)	64	10 614	65	66	67	9 236	68	4 705	69	70	6 083		
Fonds d'amortissement Financement des activités financières	71	72	73	74	75	76	77						
Autres (préciser)	78	79	80	81	82	83	84						
-	85	86	87	88	89	90	91						
-	92	93	94	95	96	97	98						
-	99	100	101	102	103	104	105						
-	106	107	108	109	110	111	112						
-	113	114	115	116	117	118	119						
-	120	121	122	123	124	125	126						
	127	(232 098)	128	129	25 382	130	9 236	131	84 339	132	76 705	133	(208 318)
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	134	(232 098)	135	136	25 382	137	9 236	138	84 339	139	76 705	140	(208 318)

**INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003	2002
Solde au 1^{er} janvier	1	2 390 955	1 959 537
Redressement aux exercices antérieurs	2	202	(5 712)
Solde redressé	3	2 391 157	1 953 825
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	597 057	552 286
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	13 961	12 560
Remboursement de la dette à long terme	9	190 485	166 688
Autres (préciser)			
-	10		
-	11		
	12	801 503	731 534
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13	1 200	33 957
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	176 197	175 307
Réduction de créances à long terme	17	29 300	27 600
Subventions reportées	18	264 788	
Émission de dettes à long terme			
Activités d'investissement	19	227 273	57 540
Activités financières	20		
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	698 758	294 404
Solde au 31 décembre	24	2 493 902	2 390 955

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003	2002
Activités de fonctionnement			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	353 272	(101 921)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	16 146	28 055
Autres (préciser)			
- REDRESSEMENT AUX EXERCICES	3		(233)
-	4		
	5	369 418	(74 099)
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement	6	377 418	205 688
Remboursement de la dette à long terme	7	190 485	166 688
Cessions d'immobilisations	8	(1 200)	(33 957)
Autres (préciser)			
- MONTANT A POURVOIR FUTUR	9	1 975	(7 934)
-	10		
	11	938 096	256 386
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	12	(258 097)	168 918
Stocks	13	(7 852)	3 883
Autres actifs	14	(63 597)	(52 008)
Créditeurs et frais courus	15	72 808	(68 674)
Provision pour contestations d'évaluation	16		
Revenus reportés	17	16 052	(4 229)
	18	697 410	304 276
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	19	(597 057)	(552 286)
Acquisitions de placements à long terme	20		
Cessions d'immobilisations	21	1 200	33 957
Autres (préciser)			
-	22		
-	23		
	24	(595 857)	(518 329)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	25	227 273	57 540
Remboursement de la dette à long terme	26	(190 485)	(166 688)
Montants à recouvrer de tiers	27		
Autres (préciser)			
-	28		
-	29		
	30	36 788	(109 148)
Augmentation (diminution) des liquidités	31	138 341	(323 201)
Situation des liquidités au début	32	(542 665)	(219 464)
Situation des liquidités à la fin	33	(404 324)	(542 665)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et des placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

1. Statuts de l'organisme municipal

La Municipalité de Morin-Heights est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus et le Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Les données financières sont présentées sur base cumulative, à l'intérieur d'une seule série d'états financiers, de façon à représenter l'ensemble des activités et des transactions de l'organisme municipal.

La méthode du cumul consiste à regrouper les renseignements contenus dans les systèmes comptables, sans égard à la structure interne ou administrative en place, en éliminant toutes les transactions internes et les soldes débiteurs ou créditeurs afférents.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

COMPTABILISATION DES REVENUS :

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

NORMES PARTICULIÈRES :

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement.

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

La date officielle du transfert de l'actif est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque l'organisme municipal ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, on doit satisfaire aux conditions édictées au programme de subvention concerné.

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

Les certificats émis par l'évaluateur doivent être disponibles à la date du rapport du vérificateur pour l'année visée par les états financiers.

COMPTABILISATION DES DÉPENSES :

Les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les dépenses sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

C) Stocks

Les stocks des matières premières sont évalués au moindre du prix coûtant, établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks pour une municipalité sont les fournitures et les matériaux détenus à la fin de l'exercice financier en vue de rendre des services au cours des exercices suivants.

D) Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux. La

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

contrepartie est comptabilisée dans le poste «amortissement cumulé».

La valeur comptable des actifs vendus ou détruits doit être déduite dans chacune des catégories d'actifs concernés.

Le coût d'une immobilisation reçu à titre gratuit comprend:

-La juste valeur marchande du bien reçu à la date d'acquisition et les autres frais inhérents à l'acquisition.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire.

La vie utile est la période estimative totale, débutant à la date d'acquisition et durant laquelle cet actif est susceptible de rendre des services à l'organisme municipal. La durée de vie utile maximale est fixée à 40 ans.

INFRASTRUCTURES

HYGIÈNE DU MILIEU :

Conduites d'aqueduc 40 ans

Purification et traitement de l'eau 40 ans

Dépotoirs et incinérateurs 40 ans

TRANSPORT :

Chemin, trottoir, rue et route 40 ans

Pont, tunnel, viaduc 40 ans

Système d'éclairage de rues 20 ans

surfaçage d'origine ou

resurfaçage majeur 15 ans

Aménagement de parcs publics,

terrains de station. 20 ans

Autres infrastructures 40 ans

BÂTIMENTS :

Édifices administratifs,

communautaires et stationnement 40 ans

Atelier, garage et entrepôt 40 ans

Améliorations locatives 15 ans

Autres 30 ans

Automobiles de police 3 ans

Camionnettes et véhicules de services 5 ans

Véhicules lourds 20 ans

Autres véhicules moteurs 10 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT :

Machinerie lourde 20 ans

Unité mobile 20 ans

Autres 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU :

Équipement informatique 5 ans

Équipement téléphonique 10 ans

Ameublement et équipement de bureau 10 ans

Autres 10 ans

AUTRES

Oeuvres d'art et trésors historiques 1 an

Autres S.O.

Les terrains ne sont habituellement pas amortis. À des fins municipales, le coût du terrain fait partie de l'immobilisation servant à rendre des services municipaux. Dans l'établissement du coût des services municipaux, on ne peut ignorer le coût du terrain rattaché à une immobilisation pour connaître le coût de revient complet du service fourni.

Conséquemment, le terrain rattaché à une immobilisation est amorti suivant le même taux applicable à l'immobilisation concernée.

Pour les immobilisations en cours :

L'amortissement sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

E) Autres éléments

(préciser)

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reportées sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

Les dépenses d'amortissement sont reflétées à l'état du coût des services municipaux. La contrepartie est comptabilisée dans le poste «amortissement cumulé».

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire choisie pour l'immobilisation concernée.

Les subventions reportées sont amorties de la même façon que l'immobilisation correspondante.

3. Modification de convention comptable

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003	2002
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
- Fonds dépenses en immobilisations	4	3 782	11 677
- Fonds parc et terrain de jeux	5	72 903	47 522
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10	76 685	59 199

Note**5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	264 884	126 476
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	1 427	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	32 709	28 164
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	105 610	40 331
Organismes municipaux	16	138 357	88 758
Autres (préciser)			
- Constats d'infraction	17	17 845	26 371
- Intérêts courus arriérages	18	24 508	17 143
	19	585 340	327 243

Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs

20

Note**6. Stocks (préciser)**

- Sable d'hiver	21	32 073	24 221
-	22		
-	23		
-	24		
	25	32 073	24 221

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003	2002
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	145 463	81 866
Dépenses reportées (préciser)			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
-	31		
-	32		
	33	145 463	81 866

Note

8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37	39 982	40 800
	38	39 982	40 800

Note

9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	98 700	128 000
	44	98 700	128 000
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45	29 300	27 600
	46	69 400	100 400

Note

10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte	47		
Autres participations	48		
	49		
Placements affectés	50		
Autres placements	51		
	52		
	53		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

11. Immobilisations

Catégories	2003						2002					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures												
Chemins, rues, routes et trottoirs	54	2 323 495	68	623 368	80	1 700 127	94	2 684 775	108	545 313	121	2 139 462
Autres	55	971 753	69		81	971 753	95		109		122	
Réseau d'électricité	56		70		82		96		110		123	
Bâtiments	57	1 940 447	71	433 851	83	1 506 596	97	1 893 496	111	390 928	124	1 502 568
Améliorations locatives	58		72		84		98		112		125	
Véhicules	59	726 661	73	352 932	85	373 729	99	717 114	113	315 015	126	402 099
Ameublement et équipement de bureau	60	70 379	74	56 257	86	14 122	100	70 379	114	53 068	127	17 311
Machinerie, outillage et équipement	61	232 809	75	78 049	87	154 760	101	227 794	115	63 937	128	163 857
Terrains	62	114 251			88	114 251	102	114 533			129	114 533
Autres	63		76		89		103		117		130	
	64	6 379 795	77	1 544 457	90	4 835 338	104	5 708 091	118	1 368 261	131	4 339 830
Immobilisations en cours	65	215 307			91	215 307	105	290 233			132	290 233
	66	6 595 102	78	1 544 457	92	5 050 645	106	5 998 324	119	1 368 261	133	4 630 063
Subventions reportées	67	767 202	79	81 930	93	685 272	107	502 414	120	67 865	134	434 549

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003	2002
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	135	152 259	108 322
Salaires et déduotions à la source à payer	136	79 685	91 519
Dépôts et retenues de garantie	137	45 389	2 703
Gouvernement du Canada et ses entreprises	138		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	139		
Société québécoise d'assainissement des eaux	140		
Organismes municipaux	141		
Commissions scolaires	142		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	143	24 492	26 473
Autres courus et passifs (préciser)			
-	144		
-	145		
-	146		
-	147		
	148	301 825	229 017

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	149	14 633	8 621
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	150		
Autres actifs	151		
Autres (préciser)			
- ACTIVITÉ SPORTIVE	152	10 040	
-	153		
	154	24 673	8 621

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003	2002
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
Monnaie canadienne	155	1 991 201	1 958 232
Monnaies étrangères	156		
Taux d'intérêt variant de	2,65 à 6,76 %,		
Échéant de	2004 à 2008		
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	157		
Organismes municipaux	158		
Autres	159	18 948	15 129
Dettes en cours de refinancement	160		
	161	2 010 149	1 973 361
Moins: Versements exigibles à court terme	162	209 843	176 300
	163	1 800 306	1 797 061
La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :			
Sommes accumulées			
Revenus reportés	164		
Surplus accumulés affectés	165		
Fonds réservés (préciser)			
-	166		
-	167		
-	168		
	169		
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	170	98 700	128 000
Organismes municipaux	171		
Autres tiers	172		
Montant à la charge			
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	173	509 498	453 732
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	174	1 401 951	1 391 629
De la municipalité ¹	175		
	176	2 010 149	1 973 361

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2004	177	209 843	182	187	209 843
2005	178	210 988	183	188	210 988
2006	179	219 907	184	189	219 907
2007	180	261 711	185	190	261 711
2008	181	307 700	186	191	307 700

Note

1. S'adresse uniquement aux Organismes publics de transport en commun qui sont sous le contrôle d'une municipalité locale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	2003	2002
16. Surplus accumulé affecté		
- Rôle d'évaluation R.103-05-03	192	92 150
-	193	
-	194	
-	195	
-	196	
-	197	
-	198	
-	199	
-	200	
-	201	
	202	92 150
Note		

17. Financement à long terme des activités financières

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

18. Montants à pourvoir dans le futur

Les mesures transitoires relatives aux normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

L'impact net entre les différents revenus et dépenses est absorbé dans l'année où il est constaté :

Sauf pour les cas d'exceptions concernant :

-les intérêts courus sur la dette à long terme qui seront absorbés sur la durée restante de la dette à long terme,

-les vacances courues à payer qui seront amorties dans l'année où elles seront effectuées.

Dépenses : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003

	Solde au 1^{er} janvier 2003	Activités financières	Solde au 31 décembre 2003
Revenus			
- Ajustements taxes municipales	203	212	220
- Intérêts arriérages taxes municipales	204	213	221
- Constats d'infraction	205	214	222
	206	215	223
Déduire			
Dépenses			
Salaires et avantages sociaux	207	216	224
Autres	208	217	225
	209	218	226
	210	219	227
Intérêts - dette à long terme	211	26 473	24 492
			229
			(24 492)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003****19. Fonds de roulement**

N/A

20. Engagements contractuels

La municipalité a signé divers contrats à long terme pour diverses fournitures, la somme de ces contrats est de 159 271\$. Ces contrats échoient entre 2004 et 2007.

21. Régime de retraite

N/A

22. Compétences municipales déléguées ou assumées

La municipalité est responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régionale de Comté des Pays-d'en-Haut. Au 31 décembre 2003, la partie attribuable à la municipalité est évaluée à 16,532\$.

23. Informations concernant les organismes périmunicipaux et supramunicipaux

La municipalité est membre de la MRC des Pays d'en Haut, organisme régional. La MRC est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base et la richesse foncière uniformisée. La valeur des transactions réalisées avec l'organisme pour 2003 se chiffre à 98 829\$. La dette attribuable à la municipalité est de 42,323\$. et la valeur de l'avoir de la MRC attribuable à la municipalité est de 16532\$.

24. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

Il existe, à notre connaissance, un dossier litigieux contre la Municipalité:

Municipalité de Morin-Heights c. Georges Pappas (Chemin de la petite Suisse) (27 178-1-1 SAS)

Cette poursuite a été remise aux assureurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

d) Autres (préciser)

25. Autres notes (selon les besoins)

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

OBJETS	2003						2002
	Activités financières		Activités d'investissement		Total		
Rémunération							
Élus	1	43 260			41	43 260	45 477
Employés	2	834 018	25		42	834 018	977 101
Cotisations de l'employeur							
Élus	3	1 564			43	1 564	1 546
Employés	4	160 193	26		44	160 193	171 584
Transport et communication	5	41 082	27		45	41 082	45 921
Services professionnels, techniques et autres							
Honoraires professionnels	6	75 103	28		46	75 103	108 455
Services techniques	7	91 918	29		47	91 918	119 054
Autres	8	138 873	30		48	138 873	57 581
Location, entretien et réparation							
Location	9	92 010	31		49	92 010	65 850
Entretien et réparation	10	169 854			50	169 854	125 911
Biens durables							
Travaux de construction			32	510 271	51	510 271	493 373
Achats de biens			33	86 786	52	86 786	58 913
Biens non durables							
Fournitures de services publics	11	475 755			53	475 755	286 610
Autres biens non durables	12	254 389			54	254 389	277 068
Frais de financement							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge							
De l'organisme municipal	13	117 375			55	117 375	124 230
D'autres organismes municipaux	14				56		
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	15				57		
D'autres tiers	16				58		
Autres frais de financement	17	10 652	34		59	10 652	5 926
Contributions à des organismes							
Organismes municipaux							
Répartition des dépenses	18	100 833			60	100 833	99 068
Autres	19	172 902	35		61	172 902	164 281
Organismes gouvernementaux	20	16 000	36		62	16 000	19 992
Autres organismes	21	24 754	37		63	24 754	22 754
Autres objets							
Créances douteuses ou irrécouvrables	22	1 719	38		64	1 719	8 465
Autres	23		39		65		2 250
	24	2 822 254	40	597 057	66	3 419 311	3 281 410

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2003****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission					Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2003	2002	
MONNAIE CANADIENNE							
1998-03-16	154-179-180-184-221-235	216 860	6,02	2018	147 613	166 400	
2000-03-15	262-269-282-284	698 664	6,76	2015	583 400	624 400	
1998-12-23	239-242-356	124 037	5,36	2008	131 590	82 400	
1999-03-17	223-262-267	557 933	5,20	2014	425 900	461 800	
1999-05-10	269	8 869	5,62	2004	1 869	3 769	
2000-11-15	282-293	413 691	6,55	2015	335 600	363 300	
2001-06-20	282	155 600	4,25	2006	98 700	128 000	
2002-05-15	315	40 363	5,50	2005	38 663	40 363	
2003-11-20	334-335	155 182	3,25	2008	155 182		
1998-05-20	243	13 200	5,25	2008	72 684	87 800	
					<u>1</u>	<u>1 991 201 4</u>	<u>1 958 232</u>
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					<u>2</u>	<u>5</u>	
					<u>3</u>	<u>1 991 201 6</u>	<u>1 958 232</u>

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

		Émission			Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2003	2002	
MONNAIE CANADIENNE							
2002-07-11	Ford F550	17 217	10,74	2005	9 741	15 129	
2003-10-01	Motoneige scandinav	9 547	8,00	2007	9 207		
					1	18 948 4	15 129
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					2	5	
					3	18 948 6	15 129

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

	Projets en cours au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs		Financement		Dépenses		Projets fermés		Projets en cours au 31 décembre	
Financement	1		2		3	676 691		4		5	614 147	62 544
Dépenses	6	290 233	7				8	597 057	9		10	277 848
	11	(290 233)	12		13	676 691	14	597 057	15		16	(215 304)
Répartition												
Financement non utilisé	17										18	
Dépenses à financer	19	<u>290 233</u>									20	<u>215 304</u>
	21	<u>(290 233)</u>									22	<u>(215 304)</u>

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre				
			Activités financières	Activités d'investissement							
Montant non réservé	23	10 614	24	25	26	4 705	27	9 236	28	29	6 083
Montant réservé pour le service de la dette	30		31	32	33		34		35	36	
	37	10 614	38	39	40	4 705	41	9 236	42	43	6 083

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 5**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

		Secteur	Ensemble	Total
Dette à long terme (note 15)	1	1 502 351 22	507 798 43	2 010 149
Déduire				
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	23	44	
Montants à recouvrer de tiers	3	24	98 700 45	98 700
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	25	46	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	26	47	
Autres (préciser)				
-	6	27	48	
-	7	28	49	
Ajouter				
Dépenses d'investissement à financer	8	29	215 304 50	215 304
Dépenses d'activités financières à financer	9	30	51	
Autres (préciser)				
-	10	31	52	
-	11	32	53	
Endettement net à long terme	12	1 502 351 33	624 402 54	2 126 753
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	13	34	42 323 55	42 323
Communauté métropolitaine	14	35	56	
Régie intermunicipale	15	36	57	
Organisme public de transport	16	37	58	
Autres organismes municipaux	17	38	59	
Autres organismes	18	39	60	
	19	40	42 323 61	42 323
Endettement total net à long terme	20	1 502 351 41	666 725 62	2 169 076
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	21	42	63	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

TAXES		2003		2002
		Budget	Réalisations	Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales	1	2 380 429	2 401 687	1 769 724
Taxes générales spéciales				
Immobilisations et autres investissements	2			
Taxes de secteur				
Service de la dette	3	51 650	51 861	36 149
Fonctionnement	4			180 416
Immobilisations et autres investissements	5			
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	6			
Taxe sur immeubles non résidentiels ¹	7			
Surtaxe sur terrains vagues ¹	8			
Autres	9	5 045	5 045	5 045
	10	2 437 124	2 458 593	1 991 334
SUR UNE AUTRE BASE				
Tarifification pour services municipaux				
Eau	11	156 879	158 139	116 593
Égouts	12			
Traitement des eaux usées	13			
Matières résiduelles	14	162 705	168 018	177 231
Service de la dette	15	41 070	48 776	36 884
Immobilisations et autres investissements	16			
Autres (préciser)				
-	17			
-	18			
-	19			
	20	360 654	374 933	330 708
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	21			
Autres	22			
	23			
	24	2 797 778	2 833 526	2 322 042

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprise du gouvernement			
Taxes foncières	1	2 217	553
Taxes d'affaires	2		426
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	3		
Taxe sur immeubles non résidentiels ¹	4		
Compensations pour services municipaux	5	2 072	
Compensations pour les terres publiques	6	640	
	7	2 217	3 265
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	8		
Cégeps et universités	9		
Écoles primaires et secondaires	10	5 171	7 096
	11	5 171	7 096
			10 346
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes foncières	12		
Taxes d'affaires	13		
Biens culturels classés	14		
	15		
	16	7 388	10 361
			10 772
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes foncières	17	830	1 056
Taxes d'affaires	18		830
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	19		
Taxe sur immeubles non résidentiels ¹	20		
Compensations pour services municipaux	21	7 267	
	22	830	8 323
			830
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes foncières	23		
Compensations pour services municipaux	24		
	25		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	26		
Autres	27		
	28		
	29	8 218	18 684
			11 602

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Évaluation	1		
Autres	2		
	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Protection contre les incendies	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
	8		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9	3 000	5 070
Enlèvement de la neige	10		3 000
Autres	11		
Transport collectif	12		
Autres	13		
	14	3 000	5 070
			3 000
Hygiène du milieu			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15		
Réseau de distribution de l'eau potable	16		
Traitement des eaux usées	17		
Réseaux d'égouts	18		
Matières résiduelles	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
	23		
Santé et bien-être			
Logement social	24		
Autres	25		
	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27		
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29		
Autres	30		
	31		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	32	1 500	1 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	33		
Autres	34		
	35	1 500	1 500
Électricité	36		1 500

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Service de la dette et autres frais de financement			
Service de la dette			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	1		
Remboursement de la dette à long terme	2		
Autres frais de financement	3		
	4		
TOTAL DES SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX	5	4 500	6 570
			4 500
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	6	3 200	816
Sécurité publique	7	4 000	9 648
Transport	8	7 500	7 491
Hygiène du milieu	9		
Santé et bien-être	10		
Aménagement, urbanisme et développement	11		18 978
Loisirs et culture	12	124 525	143 909
Électricité	13		
Autres	14		
	15	139 225	161 864
			183 040
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
Licences et permis	16	36 200	52 383
Droits de mutation immobilière	17	160 000	253 539
Autres	18		1 200
Amendes et pénalités	19	51 000	39 508
Intérêts	20	35 700	56 157
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	21		
Autres actifs	22	6 000	26 304
Contributions des promoteurs	23		
Transport en commun			
Contributions des usagers			
Transport régulier	24		
Transport adapté	25		
Transport scolaire	26		
Autres	27		
Contributions des automobilistes	28		
Autres	29		34 168
	30	288 900	429 091
			407 948
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	31	432 625	597 525
			595 488

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

TRANSFERTS	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2		
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6		
Diversification des revenus	7	7 600	
Programme d'aide financière aux MRC	8		
Autres	9		
Autres transferts inconditionnels	10		
	11	7 600	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	12		
Sécurité publique			
Police	13		
Protection contre les incendies	14		
Sécurité civile	15		
Autres	16		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	17	40 000	25 000
Enlèvement de la neige	18		40 000
Autres	19		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	20		
Transport adapté	21		
Transport scolaire	22		
Autres	23		
Transport aérien	24		
Transport par eau	25		
Autres	26		
Hygiène du milieu			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27		
Réseau de distribution de l'eau potable	28		
Traitement des eaux usées	29		
Réseaux d'égouts	30		
Matières résiduelles	31		
Cours d'eau	32		
Protection de l'environnement	33		
Autres	34		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

TRANSFERTS	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
Santé et bien-être			
Logement social	1		
Autres	2		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	3		
Rénovation urbaine	4		
Promotion et développement économique	5		
Autres	6		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	7	1 120	1 237
Activités culturelles			23 758
Bibliothèques	8	35 198	
Autres	9		278 321
Électricité	10		
Autres transferts conditionnels	11		5 282
	12	76 318	309 840
	13	83 918	309 840

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

Catégories d'emplois	Effectifs personnes/ année	Rémunération	Cotisations de l'employeur	TOTAL	
Cadres et contremaîtres	14	5,00 ²⁴	233 340 ³⁴	46 712 ⁴⁴	280 052
Professionnels et cols blancs	15	4,50 ²⁵	153 555 ³⁵	28 313 ⁴⁵	181 868
Cols bleus	16	11,50 ²⁶	347 599 ³⁶	66 816 ⁴⁶	414 415
Policiers	17				47
Pompiers	18				48
Pompiers volontaires	19	2,00 ²⁹	99 524 ³⁹	18 352 ⁴⁹	117 876
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	20				50
	21	23,00 ³¹	834 018 ⁴¹	160 193 ⁵¹	994 211
Élus	22	7,00 ³²	43 260 ⁴²	1 564 ⁵²	44 824
	23	30,00 ³³	877 278 ⁴³	161 757 ⁵³	1 039 035

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003		2002
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	56 920	58 327	57 604
Application de la loi	2	8 000	14 525	14 905
Gestion financière et administrative	3	358 420	317 190	343 913
Greffe	4	16 104	3 008	
Évaluation	5	70 482	24 967	24 910
Gestion du personnel	6			
Autres	7	52 000	15 201	8 465
	8	561 926	433 218	449 797
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	452 128	429 755	536 546
Protection contre les incendies	10	122 453	151 047	111 090
Sécurité civile	11	2 004	2 130	2 220
Autres	12	5 700	5 293	6 868
	13	582 285	588 225	656 724
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	448 697	549 961	412 936
Enlèvement de la neige	15	270 150	268 452	223 035
Éclairage des rues	16	16 822	14 625	18 686
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	4 772	4 772	4 742
Opération du réseau	19			
Entretien des véhicules	20			
Entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
Autres	22			
Transport aérien	23			
Transport par eau	24			
Autres	25			
	26	740 441	837 810	659 399
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égouts				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	113 879		
Réseau de distribution de l'eau potable	28	43 000	147 360	118 744
Traitement des eaux usées	29			
Réseaux d'égouts	30			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques				
Cueillette et transport	31	141 154	141 796	139 942
Élimination	32			
Matières secondaires				
Cueillette et transport	33	11 726	18 434	13 743
Traitement	34			
Élimination des matériaux secs	35	9 825	14 275	8 188
Cours d'eau	36			
Protection de l'environnement	37			
Autres	38			
	39	319 584	321 865	280 617

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003		2002
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Inspection des aliments	1			
Logement social	2			
Autres	3			
	4			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	153 792	126 751	110 361
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	6			
Autres biens	7			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	8	53 942	52 784	
Tourisme	9			78 907
Autres	10			
Autres	11			
	12	207 734	179 535	189 268
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	13	70 987	77 886	88 266
Patinoires intérieures et extérieures	14	18 365	16 610	17 360
Piscines, plages et ports de plaisance	15	2 500	1 122	9 436
Parcs et terrains de jeux	16	184 758	190 161	205 080
Parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
Expositions et foires	18	4 000	4 198	3 759
Autres	19	4 600	3 804	3 991
	20	285 210	293 781	327 892
Activités culturelles				
Centres communautaires	21			
Bibliothèques	22	34 260	35 776	32 508
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	23			
Autres ressources du patrimoine	24			
Autres	25	1 500	4 017	2 763
	26	35 760	39 793	35 271
	27	320 970	333 574	363 163
ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	29	151 703	117 375	124 230
Autres frais	30			
Autres frais de financement	31	14 700	10 652	5 926
	32	166 403	128 027	130 156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)							
Administration générale														
Évaluation	1	24 967	24		47	3 190	70	4 671	93	116		139	162	23 486
Autres	2	408 251	25	16 621	48	42 923	71		94	117	816	140	163	466 979
	3	433 218	26	16 621	49	46 113	72	4 671	95	118	816	141	164	490 465
Sécurité publique														
Police	4	429 755	27		50		73		96	119		142	165	429 755
Protection contre les incendies	5	151 047	28	7 734	51		74		97	120	9 648	143	166	149 133
Sécurité civile	6	2 130	29		52		75		98	121		144	167	2 130
Autres	7	5 293	30		53		76		99	122		145	168	5 293
	8	588 225	31	7 734	54		77		100	123	9 648	146	169	586 311
Transport														
Réseau routier														
Voierie municipale	9	549 961	32	61 114	55	54 287	78		101	124	7 491	147	170	657 871
Enlèvement de la neige	10	268 452	33		56	23 769	79		102	125	5 070	148	171	287 151
Autres	11	14 625	34		57	37 917	80		103	126		149	172	52 542
Transport collectif	12	4 772	35		58		81		104	127		150	173	4 772
Autres	13		36		59		82		105	128		151	174	
	14	837 810	37	61 114	60	115 973	83		106	129	12 561	152	175	1 002 336
Hygiène du milieu														
Approvisionnement et traite- ment de l'eau potable														
Réseau de distribution de l'eau potable	16	147 360	39	15 804	62	14 111	85	3 999	108	131		154	177	173 276
Traitement des eaux usées	17		40		63		86		109	132		155	178	
Réseaux d'égouts	18		41	432	64		87		110	133		156	179	432
Matières résiduelles	19	174 505	42		65		88		111	134		157	180	174 505
Cours d'eau	20		43		66		89		112	135		158	181	
Protection de l'environnement	21		44		67		90		113	136		159	182	
Autres	22		45		68		91		114	137		160	183	
	23	321 865	46	16 236	69	14 111	92	3 999	115	138		161	184	348 213

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

DÉPENSES	Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)	-	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
					Immobi- lisations	Subventions reportées									
Santé et bien-être															
Logement social	1	15	29	42	55	68	81	94							
Autres	2	16	30	43	56	69	82	95							
	3	17	31	44	57	70	83	96							
Aménagement, urbanisme et développement															
Aménagement, urbanisme et zonage	4	126 751	18	1 406	32	45	58	71	84	97	128 157				
Rénovation urbaine	5		19		33	46	59	72	85	98					
Promotion et développement économique	6	52 784	20		34	47	60	73	86	99	52 784				
Autres	7		21		35	48	61	74	87	100					
	8	179 535	22	1 406	36	49	62	75	88	101	180 941				
Loisirs et culture															
Activités récréatives	9	293 781	23	11 327	37	50	1 401	63	28 336	76	145 409	89	102	129 962	
Activités culturelles															
Bibliothèques	10	35 776	24	13 589	38	51	3 890	64	10 197	77		90	103	35 278	
Autres	11	4 017	25		39	52		65	1 237	78		91	104	2 780	
	12	333 574	26	24 916	40	53	5 291	66	39 770	79	145 409	92	105	168 020	
Électricité															
	13		27		41	54		67		80		93	106		
Frais de financement															
	14	128 027	28	(128 027)											

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		2003		2002
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1	70 482	24 967	24 918
Autres	2	22 652	22 652	20 479
Sécurité publique				
Police	3			
Protection contre les incendies	4			855
Sécurité civile	5	2 004	2 004	
Autres	6			
Transport				
Réseau routier	7			
Transport collectif				
Transport en commun	8			
Transport aérien	9			
Transport par eau	10			
Autres	11			
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égouts	15			
Matières résiduelles	16			
Cours d'eau	17			
Protection de l'environnement	18			
Autres	19			
Santé et bien-être				
Logement social	20			
Autres	21			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	22	6 635	6 635	4 891
Rénovation urbaine	23			
Promotion et développement économique	24	36 442	36 442	38 509
Autres	25			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	26	8 133	8 133	9 416
Activités culturelles				
Bibliothèques	27			
Autres	28			
Électricité				
	29			
	30	146 348	100 833	99 068

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	2003		2002
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Dépenses avant imputation	12		
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	13		
	14		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme	15		
Transfert à l'état des activités d'investissement	16		
	17		
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations			
	18		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	19		
Surplus accumulé affecté	20		
Réserves financières et fonds réservés			
Virement de	21		
(Virement à)	22	() () ()	
	23		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières			
	24		
Financement à long terme des activités financières	25		
Surplus (déficit) de l'exercice			
	26		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1		
Conduite d'égout	2		
Conduite d'aqueduc	3		
Usines de traitement de l'eau potable	4		
Parcs et terrains de jeux	5		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	100 000	582 496
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Véhicules - autres	17		9 547
Ameublement et équipement de bureau	18		5 014
Machinerie, outillage et équipement			
Abribus	19		
Autres	20		
Terrains			
Autres	22		
	23	100 000	597 057
AUTRES INVESTISSEMENTS			
Propriétés destinées à la revente	24		
Créances à long terme	25		
Placements à long terme	26		
Autres	27		
	28		
	29	100 000	597 057

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

Police	30		
Protection contre les incendies	31		
Autres	32		
	33		

AUTRES RENSEIGNEMENTS

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

		Valeur au 1^{er} janvier 2003
ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES		
Terrains vagues imposables		
Terrains vagues desservis	1	1 893 800
Terrains vagues non desservis	2	27 033 151
Terrains vagues non imposables		
Terrains vagues desservis	3	
Terrains vagues non desservis	4	567 400
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5	29 494 351

		Valeur au 1^{er} janvier 2003
SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE		
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
Établissements d'entreprise imposables	6	
Établissements d'entreprise non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
Visés par le 1 ^{er} alinéa de l'article 255 LFM	7	
Autres	8	
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	10	

		Facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11	100,00

POPULATION		
Population permanente	12	2 817
Population saisonnière	13	3 000

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

Taxes sur la valeur foncière

Taux variés de la taxe foncière générale

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ¹	1	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ¹	2	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Catégorie des immeubles non résidentiels ¹	3	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Catégorie des immeubles industriels ¹	4	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Catégorie des terrains vagues desservis ¹	5	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Autres taxes générales ¹	6	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales			
Immobilisations et autres investissements ²	7	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale et autres taxes générales ³	8	□□□ 0 , 9 2 9 0	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ³	9	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ³	10	□□□ , □□□□□	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarifification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe par unité de logement)

Eau ²	11	□ 1 □ 5 □ 6 | □ 0 □ 0	\$ par unité de logement
Égouts ²	12	□□□□ , □□□	\$ par unité de logement
Eau et égouts ²	13	□□□□ , □□□	\$ par unité de logement
Déchets domestiques ²	14	□□ 8 6 | □ 3 2	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative ²	15	□□□ , □□□□□	% de la valeur locative

Autres taxes et autres modes de tarification pour services municipaux ²

Description	Taux	Code ⁴	Code 7 - autres (préciser)
Dette aqueduc lac vert	0,0935	1	
Dette aqueduc Salzburg	0,2574	1	
Municipalisation rue Cascades	0,0071	7	ped carré
Municipalisation rue Mont-Plaisant	0,0094	7	ped carré
Municipalisation rue Midi et du Cerf	0,0150	7	ped carré
Municipalisation rue Midi et du Cerf	0,0920	1	
Municipalisation rue des Primeroses	0,0087	7	ped carré
Municipalisation rue des Bories	0,0035	7	ped carré
Municipalisation rue des Bories	0,8526	7	ped linéaire
Égout des Hauteurs	736,3600	4	

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

Description	Taux	Code ⁴	Code 7 - autres (préciser)
1. Régime d'impôt foncier avec taux variés			
2. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés			
3. Régime d'impôt foncier sans taux variés			
4. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code Municipal du Québec, j'ai procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la municipalité de Morin-Heights de l'exercice terminé le 31 décembre 2003, est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À mon avis, le taux global de taxation de la municipalité de Morin-Heights pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 est établi, à tous les égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE RICHARD DESLAURIERS C.A.

LIEU ST-SAUVEUR

DATE 2004-02-19

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2004-04-02 08:36:34

Dernière modification : 2004-04-02 08:36:34

Réservé au ministère

353 272	2 813 508	1,1024	264 868
---------	-----------	--------	---------

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des revenus de taxes avant ajouts et déductions ⁵	1	<u>2 833 526</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM ⁵	2	<u> </u>
Déduire		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du chapitre 77 des lois de 1996 ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ⁵	3	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ³	4	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM ⁴	5	.....
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM ⁵	6	.....
e) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM ⁵	7	.....
f) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance ⁵	8	.....
g) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières ⁴	9	.....
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ³	10	.....
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ³	11	.....
Catégorie des immeubles non résidentiels ³	12	.....
Catégorie des immeubles industriels ³	13	.....
Catégorie des terrains vagues desservis ³	14	.....
Montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels ⁴	15	.....
Montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels ⁴	16	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative ⁵	17	.....
h) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM ⁴	18	.....
i) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante ⁵	19	<u> </u>
Total des revenus de taxes	21	<u>2 833 526</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), citée LCV.
 2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.
 3. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.
 4. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.
 5. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des revenus de taxes ⁵	1	.....	2 833 526
Ajouter			
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante ^{5 et 6}	2	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières) ⁵	3	_____	
Total partiel	4	.....	2 833 526
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹			
Taxes imposées en 2003 et non reconnues en vertu de la réglementation ⁵	5	.....
Taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2003 ^{2, 5 et 6}	6	.....	20 018
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ³	7	.....
Taxe sur immeubles non résidentiels ³	8	.....
Taxes d'affaires ⁵	9	.....
Taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM ⁵	10	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM ⁵	11	.....
Compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM ⁵	12	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ⁴	13	_____	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation ⁵	14	_____	15 20 018
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	16	_____	2 813 508

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.

4. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.

5. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés.

6. Il s'agit des taxes autres que la taxe d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 2002 ² ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt

1 244 049 951

Ajouter ou déduire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2003

Augmentation

Diminution

Modifications apportées avant le 1^{er} janvier 2003

2 2 232 900 3 1 284 000

Variation nette

4 948 900

Modifications rétroactives au 1^{er} janvier 2003 ou à une date antérieure à celle-ci apportées avant la date du rapport du vérificateur

5 13 595 900 6 3 372 900

Variation nette

7 10 223 000

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2003

8 255 221 851

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION

Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation

9 2 813 508

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2003

10 255 221 851

Taux global de taxation de 2003

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

11

--	--	--	--	--

 ,

--	--	--	--	--

 / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

RÉSOLUTION		OBJET DE L'ENGAGEMENT	MONTANT INITIAL	2003	2002
N°	DATE				
TOTAL			1	2	

**CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER		3
Augmentation		
À même le surplus accumulé		4
Par l'imposition d'une taxe spéciale		5
		6
Diminution		7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2003	1	238 297	2		3	238 297
Exercice 2002	4	21 417	5		6	21 417
Exercice 2001	7	4 607	8		9	4 607
Exercices antérieurs	10	563	11		12	563
	13	264 884	14		15	264 884

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		Remboursement dette à long terme		Intérêts et autres		Total
Service de la dette						
À la charge de						
De l'organisme municipal	16	190 485	17	117 375	18	307 860
D'autres organismes municipaux	19		20		21	
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	22		23		24	
D'autres tiers	25		26		27	
	28	190 485	29	117 375	30	307 860

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

	Projet N° RÈGLEMENT 314	Projet N° RÈGLEMENT 321	Projet N° RÈGLEMENT 333	Projet N° RÈGLEMENT 334	Projet N° RÈGLEMENT 335	Projet N° 342
SOURCE DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier	1					
Redressement aux exercices antérieurs	2					
Ajouter						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Transfert de l'état des activités financières						
Taxes générales spéciales						
Immobilisations et autres investissements	3					
Taxes de secteur						
Immobilisations et autres investissements	4					
Répartitions aux municipalités membres						
Ensemble des municipalités	5					
Certaines municipalités	6					
Contributions des promoteurs	7					
Transferts conditionnels	8			159 642		
Autres	9	22 381				
Autres sources						
Surplus accumulé non affecté	10					
Surplus accumulé affecté	11					
Fonds réservés	12					
Emprunts à long terme émis	13			85 623	69 559	
Total	14	22 381		245 265	69 559	
Financement au 31 décembre (A)	15	22 381		245 265	69 559	
DÉPENSES						
Dépenses au 1 ^{er} janvier	16	7 232	4 128	1 676	227 224	49 973
Redressement aux exercices antérieurs	17					
Ajouter : Dépenses de l'exercice	18	18 801	18 253	92 092	13 681	19 241
Dépenses au 31 décembre (B)	19	26 033	22 381	93 768	240 905	69 214
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	20	(26 033)		(93 768)	4 360	345
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
Règlements d'emprunt	21			4 360	345	
Autres	22					
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
Financement non utilisé	23					
Dépenses à financer	24	26 033		93 768		9 676
DÉPENSES AUTORISÉES						
SUBVENTIONS RELATIVES AUX						
DÉPENSES À FINANCER						
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	26	C	F	C	F	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	Projet N° 349	Projet N° 353	Projet N° 356	Projet N° 359	Projet N° FAG
SOURCE DE FINANCEMENT					
Financement au 1 ^{er} janvier					
Redressement aux exercices antérieurs					
Ajouter					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
Immobilisations et autres investissements					
Taxes de secteur					
Immobilisations et autres investissements					
Répartitions aux municipalités membres					
Ensemble des municipalités					
Certaines municipalités					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels					105 146
Autres					90 249
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté					
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés					72 000
Emprunts à long terme émis			62 544		9 547
Total			62 544		276 942
Financement au 31 décembre (A)			62 544		276 942
DÉPENSES					
Dépenses au 1 ^{er} janvier					
Redressement aux exercices antérieurs					
Ajouter : Dépenses de l'exercice	72 226	7 178	62 544	6 423	276 942
Dépenses au 31 décembre (B)	72 226	7 178	62 544	6 423	276 942
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	(72 226)	(7 178)		(6 423)	
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunt					
Autres					
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé					
Dépenses à financer	72 226	7 178		6 423	
DÉPENSES AUTORISÉES					
SUBVENTIONS RELATIVES AUX					
DÉPENSES À FINANCER					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	C	C	C	C	F

ANALYSE DES PROJETS EN COURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projets en cours</u>
SOURCE DE FINANCEMENT			
Financement au 1 ^{er} janvier	1	27	50
Redressement aux exercices antérieurs	2	28	51
Ajouter			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
Immobilisations et autres investissements	3	29	52
Taxes de secteur			
Immobilisations et autres investissements	4	30	53
Répartitions aux municipalités membres			
Ensemble des municipalités	5	31	54
Certaines municipalités	6	32	55
Contributions des promoteurs	7	33	56
Transferts conditionnels	8	34	57
Autres	9	35	58
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	10	36	59
Surplus accumulé affecté	11	37	60
Fonds réservés	12	38	61
Emprunts à long terme émis	13	39	62
Total	14	40	63
Financement au 31 décembre (A)	15	41	64
DÉPENSES			
Dépenses au 1 ^{er} janvier	16	42	65
Redressement aux exercices antérieurs	17	43	66
Ajouter : Dépenses de l'exercice	18	44	67
Dépenses au 31 décembre (B)	19	45	68
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	20	46	69
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunt	21	47	
Autres	22	48	
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé	23		70
Dépenses à financer	24		71
DÉPENSES AUTORISÉES	25	49	72
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER			
	26		73

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

		<u>Règlement N° RÈGLEMENT 315</u>	<u>Règlement N° 293</u>	<u>Règlement N° 262-98</u>	<u>Règlement N° 223-96</u>	<u>Règlement N° 334</u>
SOLDES DISPONIBLES						
AU 1 ^{er} JANVIER	1	1 175	5 707	2 529	1 203	
Redressement aux exercices antérieurs	2					
Ajouter						
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à des						
Activités d'investissement	3					4 360
Activités financières	4					
Total partiel	5	1 175	5 707	2 529	1 203	4 360
Déduire						
Utilisation de l'exercice						
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	6					
Autres frais de financement	7					
Remboursement de la dette à long terme	8		5 707	2 529	1 000	
Réduction de l'emprunt	9					
Autres fins spécifiées dans un règlement						
Activités d'investissement	10					
Activités financières	11					
Virement au surplus (déficit) accumulé	12					
Total partiel	13		5 707	2 529	1 000	
SOLDES DISPONIBLES						
AU 31 DÉCEMBRE	14	1 175			203	4 360
Montant réservé pour le service de la dette	15					
Montant non réservé	16	1 175			203	4 360
SOLDES DISPONIBLES						
AU 31 DÉCEMBRE	17	1 175			203	4 360

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	Règlement N°		Total
	335		
SOLDES DISPONIBLES			
AU 1 ^{er} JANVIER		18	10 614
Redressement aux exercices antérieurs		19	
Ajouter			
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à des			
Activités d'investissement	345	20	4 705
Activités financières		21	
Total partiel	<u>345</u>	22	<u>15 319</u>
Déduire			
Utilisation de l'exercice			
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme		23	
Autres frais de financement		24	
Remboursement de la dette à long terme		25	9 236
Réduction de l'emprunt		26	
Autres fins spécifiées dans un règlement			
Activités d'investissement		27	
Activités financières		28	
Virement au surplus (déficit) accumulé		29	
Total partiel		30	<u>9 236</u>
SOLDES DISPONIBLES			
AU 31 DÉCEMBRE	<u>345</u>	31	<u>6 083</u>
Montant réservé pour le service de la dette		32	
Montant non réservé	<u>345</u>	33	<u>6 083</u>
SOLDES DISPONIBLES			
AU 31 DÉCEMBRE	<u>345</u>	34	<u>6 083</u>

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention (des gouvernements et leurs entreprises)				
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actualisation	Versement annuel	Montant à recevoir au 31 décembre
a) Annuité (capital et intérêts)						27 600	
							1
b) Autre mode (capital seulement)	128 000	77,11					98 700
							2 98 700
							3 98 700

**REVENUS REPORTÉS - IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

A) ENGAGEMENTS NON ÉCHUS AU 31 DÉCEMBRE 2003		
Capital	1	.....
Intérêts	2	.....
Total	(A) 3	.....
 B) REVENUS DISPONIBLES POUR LE PAIEMENT DES ENGAGEMENTS NON ÉCHUS		
Revenus reportés au 1 ^{er} janvier 2003, provenant de cessions d'immeubles industriels municipaux	4	.....
 Ajouter		
Cessions en 2003		
Ventes au comptant	5	.....
Versements échus sur ventes à crédit	6	.....
Intérêts sur ventes à crédit	7	.....
Total partiel	8	.....
 Déduire		
Revenus affectés au paiement des engagements échus en 2003 tels qu'établis à la ligne 17 ci-dessous	9	.....
 REVENUS DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2003	(B) 10	.....
 REVENUS REPORTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2003 (Le moindre de A ou B)	11	.....

**Calcul des revenus affectés au paiement
des engagements échus en 2003**

Service de la dette relatif aux immeubles industriels municipaux pour 2003	12	.....
Moins:		
Taxe spéciale de 2003	13	.....
Revenus de location d'immeubles industriels municipaux en 2003, déduction faite des coûts d'administration et d'entretien	14	.....
 Ligne 13 + ligne 14	15	.....
 TOTAL DES ENGAGEMENTS ÉCHUS ET NON AUTREMENT COMPENSÉS EN 2003	16	.....
 INSCRIRE LE MOINDRE DES MONTANTS DES LIGNES 16 ET 8, ET LE REPORTER À LA LIGNE 9	17	.....

**EMPRUNTS À LONG TERME APPROUVÉS ET NON CONTRACTÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

Emprunt à long terme				Subvention ou contribution applicable à la partie d'emprunt non contractée	
Règlement N°	Année d'appro- bation	Emprunt total approuvé	Partie non contractée au 31 décembre	Provenance	Valeur au 31 décembre
314	2002	850 000	850 000	Infrastructures Québec -Municipalités	
315	2001	45 000	40 363		
321	2002	312 119	312 119	Infrastructures Canada-Québec	
333	2002	113 600	113 600		
334	2002	254 521	85 623	Infrastructures Canada-Québec	
335	2002	239 433	69 559		
342	2003	50 988	50 988		
349	2003	578 120	578 120		
352	2003	71 100	71 100		
353	2003	100 800	100 800		
356	2003	153 351	62 544		
359	2003	23 160	23 160		
		1 2 792 192 2	2 357 976		3

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	OUI	NON	S.O.
1. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de l'organisme municipal ?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
3. L'organisme municipal offre-t-il à ses employés actifs ou retraités des avantages de retraite ?	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre pour chaque type de régime.			
- Prestations déterminées	8 <input type="text"/>		
- Cotisations déterminées	9 <input type="text"/>		
- REÉR collectif	10 <input type="text" value="16"/>		
- Régime de retraite des élus municipaux (RRÉM)	11 <input type="text"/>		
- Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSÉM)	12 <input type="text"/>		
- Autres	13 <input type="text"/>		
4. La municipalité a-t-elle un vérificateur général ?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du chapitre 77 des lois de 1996 ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	

Si oui, indiquer les montants suivants :

a) le montant total versé en 2003 18 _____ \$

b) le solde estimatif au 31 décembre 2003 des engagements en vertu du règlement concerné 19 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

	OUI	NON	S.O.
6. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour le rôle de la valeur locative	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
f) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
g) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
h) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	22 <input type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>
7. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
8. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	29 <u> 3 </u>		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

- | | OUI | NON |
|--|----------------------------|----------------------------|
| 9. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (LFM, article 195) ? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> |

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente.

•

- | | | |
|--|----------------------------|----------------------------|
| 10. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (CMQ, article 678) ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |
|--|----------------------------|----------------------------|

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente.

•

- | | | |
|--|----------------------------|----------------------------|
| 11. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CMQ en matière de gestion des matières résiduelles (CMQ, art. 678.0.1) ? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
|--|----------------------------|----------------------------|

- | | | |
|---|----------------------------|----------------------------|
| 12. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (CMQ, art. 10) ? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
|---|----------------------------|----------------------------|

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences.

•

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 567 chemin du Village
(no) (rue)
Morin-Heights J0R 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 226-3232
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 226-8786
(ind. rég.) (numéro)

Courriel morin-heights@securenet.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Yves Desmarais

Téléphone (450) 226-3232 104
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 226-8786
(ind. rég.) (numéro)

Courriel morin-heights@securenet.net

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Richard Deslauriers c.a.

Titre comptable agréé

Adresse 17 rue de la Gare
(no) (rue)
St-sauveur (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone (450) 227-4641
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 227-4778
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rdeslauriers@deslauriersca.com

Responsable du dossier Richard Deslauriers c.a.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATIONS DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**RENSEIGNEMENTS SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2005
(Si la municipalité a eu des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM)**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2003	1	.....
Facteur comparatif ¹	2	..... 100,00
Valeur uniformisée	3	.....
Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 12 du <i>Règlement sur le régime de péréquation</i> (taux variés)	4	.....

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, Yves Desmarais (Nom) Secrétaire-trésorier / Directeur général (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2005 sont exacts.

(Signature)

2004-03-25
(Date)

1. Il s'agit du facteur comparatif du rôle d'évaluation mentionné à l'article 264 LFM, tel qu'établi lors du dépôt du rôle ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné, _____, (Nom) atteste que le rapport financier de Morin-Heights (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003, déposé lors de la séance du conseil du _____, (Date) a été transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir le _____. (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice qui apparaît à la page S9 ligne 29 est de _____ 353 272 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation qui apparaît à la page S47 ligne 9 est de _____ 2 813 508 \$

Signature _____ Date _____

Téléphone _____ (Ind. rég.) (Numéro) Télécopieur _____ (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2004-04-02 08:36:34

Dernière modification : 2004-04-02 08:36:34

RAPPORT FINANCIER 2003 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S60 "Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier";
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton déposer;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir les versions "papier" dûment complétées et signées des documents suivants:

1. Page des attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier (page S60)
 - Renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2005 (s'adresse aux municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 - Transmission électronique du rapport financier;
2. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier (page S5);
3. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
4. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
5. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation (S44);
6. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (S44.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)

Mesure fiscale particulière

7. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation étalé (S66);
 8. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation étalé (S66.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
- L'envoi de ces documents doit être fait au:

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Service de l'information financière et de la vérification
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version "papier". Le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents "papier", spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents "papier" ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. Toute erreur de concordance pourrait amener le Ministère à considérer votre document non conforme. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 8 000 000

- A) Surplus (déficit) de l'exercice (page S9 ligne 29)
B) Montant des revenus admissibles TGT (page S47 ligne 9)
C) Taux global de taxation (page S47 ligne 11)
D) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)